



# Covid à l'école : la fin de la fermeture automatique des classes, un pari risqué ?

*Thomas Poupeau*

Covid à l'école : la fin de la fermeture automatique des classes, un pari risqué ?

**Jean-Michel Blanquer a annoncé la généralisation du protocole expérimental visant à ne plus fermer une classe après détection d'un cas positif, en procédant au dépistage systématique de tous les élèves. Problème : là où ce dispositif est testé, ça coince parfois.**

Haro sur les fermetures de classe ! Le phénomène était devenu hors de contrôle, avec 8 500 classes closes ce jeudi - deux fois plus que la semaine dernière ! -, ce qui a obligé le gouvernement à prendre des mesures. Ce jeudi, aux côtés du ministre de la Santé, Olivier Véran, son homologue de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, a annoncé la généralisation du protocole sanitaire actuellement expérimenté dans 10 départements.

Celui-ci vise à ne plus fermer automatiquement une classe dès détection d'un cas positif, mais à n'isoler que celui-ci et à dépister toute la classe dans les 48 heures - soit par le biais d'équipes de laboratoires dépêchées dans l'école, soit via les parents amenés à s'en charger dans un labo en ville. Les élèves peuvent ainsi revenir en classe sur présentation de leur test négatif. Fini aussi les fermetures automatiques dès trois cas positifs, ce sera à l'ARS de décider « localement », précise la Rue de Grenelle. Cette mesure doit aussi permettre aux 180 000 familles actuellement touchées par ces fermetures et contraintes de garder leur enfant cas contact à la maison de respirer. « Je suis conscient et attentif à cette réalité », a assuré le ministre, rappelant que, mercredi, 3 200 élèves étaient identifiés comme infectés par le coronavirus.

Mais ce système pose une question : les laboratoires, qui devront encaisser le dépistage massif de classes entières en moins de deux jours, vont-ils suivre ? « Cela dépendra des territoires ! Dans certains, il n'y a pas d'équipes mobiles que l'on peut envoyer dans les écoles, donc les élèves vont dans les labos, mais cela crée une surcharge », répond François Blanchecotte, président du Syndicat des biologistes. Qui rappelle qu'en juillet dernier, les 4 000 laboratoires de France avaient testé jusqu'à 600 000 personnes par jour ! Loin, donc, des « quelque » 180 000 cas contacts liés aujourd'hui à l'école. « Mais par endroits, cela va coincer. Au plus fort de la crise, nous avons embauché 12 000 personnes. Or, beaucoup sont parties. Et certaines zones du pays sont moins denses en labos. Ce sera inégal », prévient leur porte-parole.

Le pari est donc risqué et surtout, largement avancé sur l'agenda prévu. Car, quelques heures avant l'annonce d'Olivier Véran et Jean-Michel Blanquer, la rue de Grenelle indiquait que « l'expérimentation n'était pas terminée » et le bilan, « pas encore tiré ». D'ailleurs, le ministre de l'Éducation nationale en a promis le détail le... 3 décembre. Une anticipation un brin forcée qui agace chez certains directeurs d'école, pas convaincus de la manœuvre.

« C'est une usine à gaz, les labos ne répondent pas forcément présent »

Comme Claire, à la tête d'un groupe scolaire dans le Morbihan, l'un des dix départements tests. « C'est un effet d'annonce, parce qu'ici, on teste ce système depuis quelques semaines et c'est compliqué. Par exemple, la règle, c'est que si un cas positif est identifié le mardi après-midi, ou le vendredi après-midi,



on ferme la classe sept jours parce qu'on n'a pas le temps de faire le dépistage. C'est une usine à gaz, les labos ne répondent pas forcément présent », regrette-t-elle. Même son de cloche chez Julien, directeur dans le Rhône, autre territoire test « où 200 classes sont fermées malgré ce protocole », sourit-il.

Lui aurait préféré qu'on attende le bilan définitif de l'expérimentation pour la généraliser. Et dans son école, il se frotte à un vrai souci : « J'ai déjà reçu un mail du labo appareillé à mon établissement indiquant que ce n'était pas la peine de le solliciter, ils ont trop de boulot avec la reprise épidémique ! » Ce genre de couac, Aurélie, une maman du Val-d'Oise, encore un département test, l'a aussi vécue dans l'école de sa fille. « Une élève de CP a été détectée positive, donc l'école a sollicité le laboratoire pour le dépistage de la classe... sauf que celui-ci n'a pu se déplacer à temps », raconte cette mère de deux enfants. Résultat : « L'école a fermé la classe une semaine entière, comme dans le protocole classique. Pourtant, nous ne sommes pas au fin fond du Vexin ! »

Reste à savoir si ce cas est isolé, ou pas. Car, la semaine dernière, selon le Snuipp-FSU du Val-d'Oise, principal syndicat du premier degré, un bilan incomplet de l'expérimentation faisait état de 140 fermetures de classes évitées sur le territoire. Et, globalement, l'affaire satisfait les parents. « Un jour ou deux de garde, c'est mieux qu'une semaine, cela change tout », résume Hubert Salaün, président de la PEEP. Reste que les parents n'auront plus (vraiment) le choix que d'accepter les dépistages pour leurs petits. Fini, l'attestation sur l'honneur pour revenir en classe, il faudra désormais présenter le test négatif pour un retour en classe de l'enfant, sous peine d'être isolé dix jours au domicile. ■

